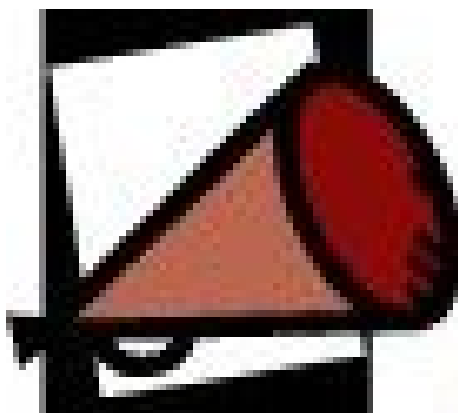


<https://www.pressegauche.org/Sondage-aupres-des-CPE-et-milieux-familiaux-regis-et-subventionnes-CSN>



Sondage auprès des CPE et milieux familiaux régis et subventionnés (CSN)

- Communiqués -



Date de mise en ligne : dimanche 1er décembre 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 1er déc. 2019 - Un récent sondage montre que l'ajout des maternelles 4 ans partout au Québec risque d'être la claque de trop qui va déstabiliser un réseau de services de garde éducatifs déjà amoché par des années d'austérité. Diverses réponses à notre sondage montrent également que l'offre de ce service indispensable pourrait chuter dans les prochaines années et créer un grave problème pour les parents du Québec.

Plus de 2700 personnes provenant du secteur des services de garde éducatifs ont répondu à ce sondage interne qui visait à évaluer les problèmes actuels liés au manque de personnel et ceux qui sont à prévoir si rien n'est fait pour stabiliser ce réseau et prouver qu'il demeure, pour le gouvernement, la pierre angulaire des services à la petite enfance.

Voici quelques résultats inquiétants pour la pérennité de ce service incontournable :

- ▶ 23 % disent qu'elles pensent prendre leur retraite ou quitter la profession d'ici deux ans.
- ▶ 44 % affirment que le débat sur les maternelles 4 ans affecte leur moral.
- ▶ 90 % des répondantes affirment que leur CPE éprouve de la difficulté à recruter des éducatrices avec une formation collégiale.
- ▶ 27 % indiquent que des postes sont actuellement vacants dans leur CPE.
- ▶ 72 % des RSG en milieu familial régi et subventionné affirment que la pénurie de remplaçantes les affecte personnellement.
- ▶ 74 % des responsables de garde en milieu familial régi et subventionné constatent des fermetures de collègues dans leur environnement.

« Le personnel des services de garde éducatif est à bout. Il manque de relève et il risque d'en manquer encore plus dans les prochaines années. Le gouvernement doit prendre au sérieux le risque d'une pénurie de personnel dans le secteur », soutient Véronique De Sève, vice-présidente de la CSN.

« La mise en place du réseau de services de garde pour la petite enfance a été une avancée sociale pour le Québec, particulièrement pour les femmes. Le manque de considération pour ce réseau est cependant en train d'éroder les bases sur lesquelles il reposait, soit le personnel qualifié en nombre suffisant », estime Louise Labrie, représentante du secteur CPE à la FSSS-CSN.

Climat peu invitant

Le débat sur la maternelle 4 ans, qui risque d'ébranler les CPE et les milieux familiaux régis et subventionnés, ne fera rien pour attirer plus de jeunes à s'inscrire dans ce programme. « À force de négliger le réseau de la petite enfance, le gouvernement risque d'avoir bien du mal à maintenir le nombre de places actuel, alors qu'il admet

lui-même qu'il faudrait augmenter l'offre », ajoute Karine Morisseau, représentante du secteur RSG à la FSSS-CSN.

Bien que la CSN salue le retour du tarif unique dans les services de garde subventionnés, le ministre de la Famille et le premier ministre doivent prendre d'autres mesures afin de rassurer les parents, le personnel et les futures étudiantes. Il faut consolider les CPE et les responsables des services de garde éducatifs à l'enfance.

Chute des inscriptions dans les cégeps

La baisse significative des inscriptions en Technique d'éducation à l'enfance (TEE) risque de compliquer encore plus le renouvellement des ressources humaines. Au SRAM (région de Montréal), on constate que le nombre d'inscriptions dans ce programme est passé de 1334 en 2012 à seulement 946 en 2019, et ce, malgré que le nombre de cégeps qui offre cette option est passé de 15 à 19. Une baisse de près de 30 % ! Les cégeps des autres régions constatent aussi des diminutions importantes des inscriptions en TEE.